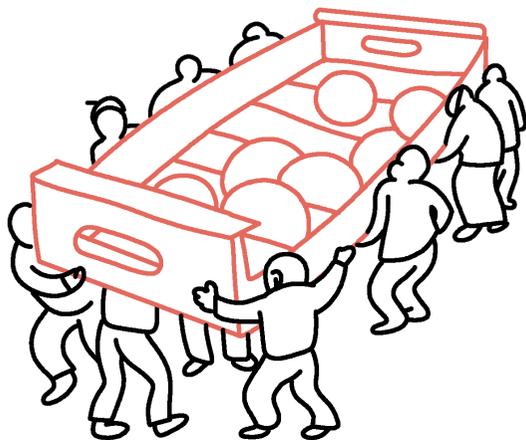




LES PERSONNES CONCERNÉES AU COEUR DU PROCESSUS

« ... parce qu'agir pour doit devenir agir avec »

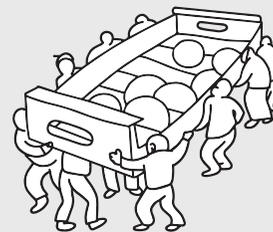


Les personnes qui vivent les injustices sociales en matière d'alimentation disposent de **savoirs indispensables** au bon positionnement de notre action. Comment s'assurer qu'i-elles sont bien **partie prenante** de l'élaboration du projet, et non pas simplement destinataires ? Comment s'assurer que **l'inclusion démocratique** est au coeur de notre démarche ?



LES PERSONNES CONCERNÉES AU COEUR DU PROCESSUS

« ... parce qu'agir pour doit devenir agir avec »



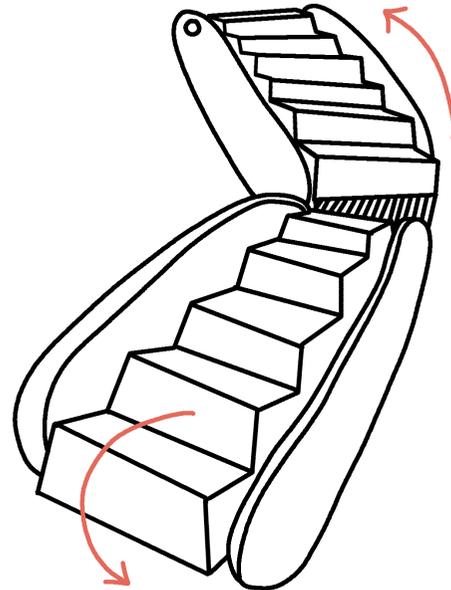
QUELQUES QUESTIONS À SE POSER ...

- Est ce que les personnes concernées par la précarité dans le système alimentaire sont au coeur de la démarche, en prenant en compte toutes ses dimensions (mangeur·ses, agriculteur·ices, travailleur·ses saisonnier·es, emplois de la distribution ou de la restauration ...) ?
- Ces personnes ont-elles participé à toutes les étapes d'élaboration du projet (définition, orientation, mise en oeuvre, suivi et évaluation) ?
- Ces personnes ont-elles eu des conditions aménagées pour garantir leurs possibilités de participer (garde d'enfant, repas chaud, offre de mobilité ...) ?
- Des outils ont-ils été mis en place pour garantir une égale reconnaissance des savoirs, des expériences et des idées au sein du groupe projet ? Les paroles des personnes concernées (vocabulaire, témoignages histoires, anecdotes) sont-elles valorisées dans la diffusion du projet ?
- Notre projet propose-t-il un changement de regard culturel sur la précarité dans le système agro-alimentaire ?



LES ESCALIERS ROULANTS

« ... qui sait où sont les boutons de commande ?! »

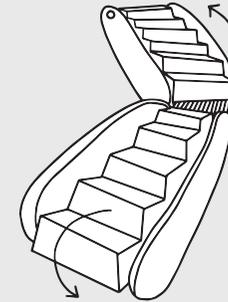


La métaphore de l'ascenseur social peut être remplacée par celle de deux escaliers roulants, l'un allant vers le haut, l'autre vers le bas. Certaines personnes tentent de remonter des escaliers roulants qui descendent (c'est-à-dire font face à des **freins structurels** : exclusions sexistes, culturelles ou raciales, handicap, personnes à charge, situation administrative complexe ...) tandis que d'autres montent des escaliers roulants qui montent (c'est-à-dire fournissent des efforts efficaces voire capitalisables). Comment garantit-on une attention aux **situations extrêmes**, qui s'accompagnent souvent d'une **vulnérabilité alimentaire** ?



LES ESCALIERS ROULANTS

« ... qui sait où sont les boutons de commande ?! »



QUELQUES QUESTIONS À SE POSER ...

- Est-ce qu'on sait identifier qui est tout en bas de l'escalier qui descend ?
- Comment s'assurer que notre action / notre projet s'adresse aussi à ces personnes là ? En quoi notre projet est-il aidant, capacitant pour elle·ux ?
- Si on part du principe qu'il y a plusieurs escaliers descendants en parallèle (celui des mangeur·ses, celui des agriculteur·ices ... etc.) comment leur permet-on de se rencontrer et de se donner de la force ?
- Comment notre projet contribu-t-il à comprendre et arrêter le moteur de l'escalier descendant ? Voir à changer le sens de l'escalier ?



NOTRE HISTOIRE PARTAGÉE

« ... parce qu'il nous faut comprendre
comment on en est arrivé là »



Le système agro-alimentaire de notre territoire est le produit d'une **histoire naturelle, sociale et culturelle**, et nous sommes en largement coupé-es, surtout si nous habitons en ville et dans des conditions défavorisées. Le récit de l'agro-industrie (comme promesse de résolution de la faim dans le monde) est encore dominant même s'il montre ses failles. Comment notre projet / notre action peut-il nous aider à nous réapproprier cette histoire, et à mieux nous saisir collectivement des **transformations** à l'oeuvre dans notre territoire - notamment sous l'influence du **réchauffement climatique** ?



NOTRE HISTOIRE PARTAGÉE

« ... parce qu'il nous faut comprendre
comment on en est arrivé là »



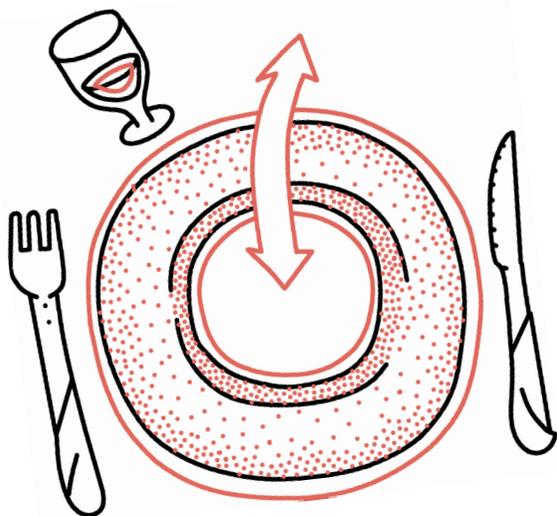
QUELQUES QUESTIONS À SE POSER ...

- Comment notre projet est-il connecté à son **contexte territorial** ? De quelles données dispose-t-on pour comprendre ce contexte (données froides ou enquêtes sensible ?).
- Peut-on reconstituer une histoire commune ? En parle-ton avec un vocabulaire commun ? Cela nous permet-il d'identifier **d'autres héritages, d'autres récits et d'autres liens d'interdépendance** que ceux proposés par le système agro-industriel ?
- Notre projet nous permet-il de comprendre ou d'avoir prise sur les **transformations actuelles** de notre système agro-alimentaire (notamment sous l'influence du réchauffement climatique) ?
- Notre projet permet-il de **faire du lien** entre des parties prenantes très éloignées de notre système agro-alimentaire territorial (par exemple des personnes vivant en ville et à la campagne, des maillons éloignés de la chaîne, etc.) ?



UN ESPACE JUSTE ET SÛR

« ... porter une attention symétrique
aux injustices sociales
et environnementales »

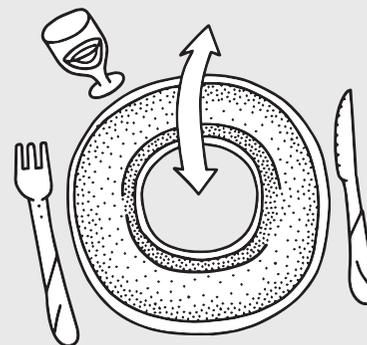


La théorie du *donut* de l'économiste britannique **Kate Raworth** défend que la soutenabilité d'un projet de société repose sur son inscription entre un **plancher social** (minimum à garantir pour bien vivre) et un **plafond environnemental** (limites de l'écosystème).
Comment s'assurer que notre projet s'inscrit bien dans ce diagramme, appliqué à notre contexte territorial spécifique ?



UN ESPACE JUSTE ET SÛR

« ... pour porter une attention symétrique aux injustices
sociales et environnementales »



QUELQUES QUESTIONS À SE POSER ...

- Est-on capable de nommer notre **minimum à garantir** ? (par ex. cantines scolaires gratuites et bio, épiceries dans tous les quartiers ...)
- Est-on capable de nommer les **limites environnementales** spécifiques de notre territoire (par ex. la raréfaction de l'eau ...)
- Notre projet / notre action contribue-t-il à générer ou consolider cet « **espace sûr et juste** » pour notre société, sur le plan de l'alimentation ?
- En quoi notre projet / notre action contribue-t-il à lutter contre les projets, infrastructures ou initiatives qui persistent à dépasser les limites de ressources naturelles ou le minimum social à garantir ?



LE POÉTIQUE ET LE POLITIQUE

« ... pour apprendre à rêver logique »

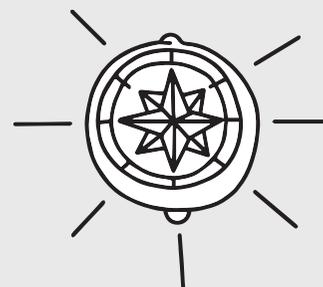


Dispose-t-on d'un **imaginaire politique fort, fédérateur et désirable** pour qualifier l'avenir de notre système agro-alimentaire ? Alors que les termes techniques (d'agronomie, d'ingénierie publique ou d'économie) dominent notre langage, comment s'assurer que notre projet contribue bien à construire cet espace de **projection poétique et politique**, appropriable par les personnes concernées ?



LE POÉTIQUE ET LE POLITIQUE

« ... pour apprendre à rêver logique »



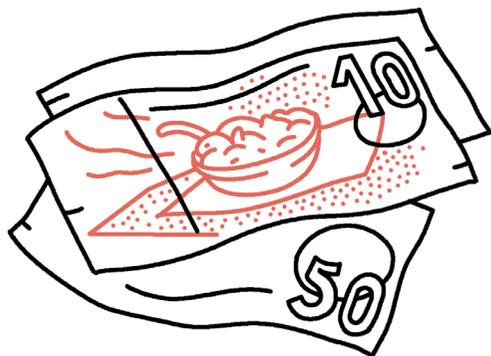
QUELQUES QUESTIONS À SE POSER ...

- Les **mots, les images et le vocabulaire** des personnes concernées sont-ils présent dans la manière dont nous racontons notre action ?
- Notre action / notre projet contribue-t-il à créer des **récits forts et fédérateurs** ? Et si oui, quelle forme cela prend-il (événements, livres, films, podcasts ...) ? Y a-t-il une place pour un approche sensible ? Est-on entouré des bonnes ressources et compétences pour la promouvoir ?
- Comment notre projet / notre action peut-il servir de **boussole pour un monde meilleur** ? Que pourrions nous imaginer qui soit à notre portée dès maintenant et qui nous permette de faire un pas dans cette direction ?



LE FRIC, LE DOUX ET LE DUR

« ... parce qu'il faut humaniser
notre rapport à la richesse »

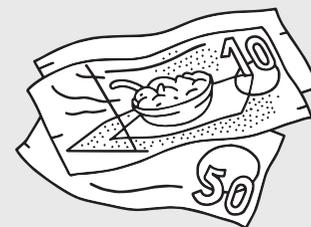


Lorsqu'on parle d'accès à l'alimentation, les freins financiers apparaissent très rapidement dans l'équation. Pourtant les dépenses ne sont pas les mêmes pour tous·tes. L'économiste V. Labrie parle de **Dépense Intérieure Dure (DID)** pour désigner les efforts financiers qui diminuent la vitalité des personnes ... et de **Produit Intérieur Doux (PID)** pour désigner la richesse qui n'est pas de l'argent. Comment s'assurer que notre projet / notre action contribue à générer de la **richesse collective** et sous une forme qui ne soit pas uniquement monétaire ?



LE FRIC, LE DOUX ET LE DUR

« ... parce qu'il faut humaniser
notre rapport à la richesse »



QUELQUES QUESTIONS À SE POSER ...

- Quelle est la richesse produite par notre projet / notre action ? Est-elle essentiellement **monétaire ou non-monétaire, individuelle ou collective** ? Est ce que notre projet / notre action permet de parler avec des termes nouveaux de la notion de richesse, en considérant qu'elle n'est pas uniquement monétaire mais aussi humaine, relationnelle, culturelle, etc ?
- Peut-on nommer des moments, des endroits ou des fonctions issues de notre projet qui **gènèrent de la richesse** sans que ça passe par l'argent ? Cela peut être un repas de quartier, un café associatif, un événement autour d'un plat local, un livre de recettes réalisé par les habitant·es d'un immeuble ...
- Comment s'assurer que notre action / notre projet contribue à mettre l'alimentation au coeur du **pacte social** ?



LES EUROS VITAUX ET LOCAUX

« ... pour favoriser une économie locale,
inclusive et solidaire »



Pour transformer notre système agro-alimentaire territorial, nous avons à la fois besoins de **couvrir les besoins de base**, en assurant des « euros vitaux » à tous et toutes, mais aussi de faire en sorte que cet argent circule plusieurs fois dans l'économie locale, en devenant des euros « locaux ».

Les euros « fuyants » au contraire contribuent à enrichir le système agro-industriel. Comment s'assurer que notre projet / notre action contribue bien à enrichir **une économie solidaire et locale**, et constitue en cela une alternative durable au système conventionnel de **l'aide alimentaire**, qui non seulement ne couvre pas les besoins de base, mais contribue à renforcer le secteur agro-industriel ?



LES EUROS VITAUX ET LOCAUX

« ... pour favoriser une économie locale,
inclusive et solidaire »



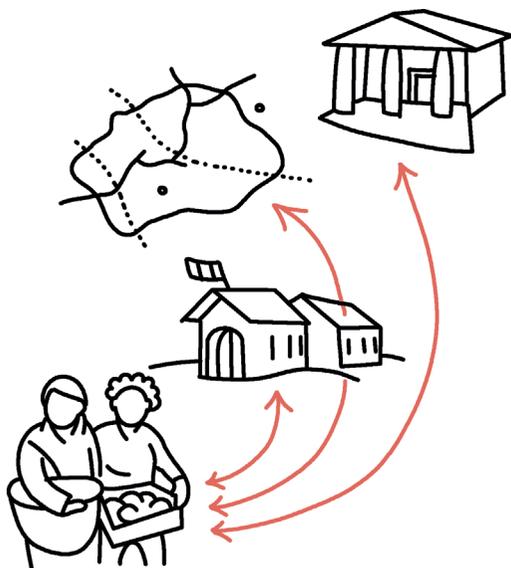
QUELQUES QUESTIONS À SE POSER ...

- Qui n'a pas accès aux « euros vitaux » dans notre système agro-alimentaire territorial ? Qui au contraire génère des « euros fuyants » ? Que fait notre projet / notre action par rapport à cela ?
- Peut-on nommer un exemple concret d'euro-vital-local ? Peut-on nommer un exemple concret d'euro fuyant ?
- Notre projet / notre action met-il la priorité sur la structuration d'une **économie locale**, et qui inclut les personnes les plus démunies ? En quoi est-il une alternative durable à l'aide alimentaire conventionnelle ?
- Qu'est ce qui a changé, dans le contexte général concernant le financement du secteur alimentaire, pour faire en sorte que l'économie solidaire et locale soit considérée comme **une priorité** ? Notre projet / notre action contribue-t-il à ce changement de paradigme ?



LA CHAÎNE DE RESPON- SABILITÉS

« ... pour joindre les deux bouts,
il ne suffit pas d'agir localement »

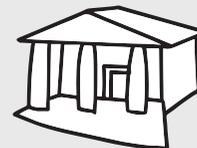


Dans un sujet urgent et transversal comme l'alimenta-
tion, différents **niveaux de responsabilité politique
et technique** sont à l'oeuvre, et correspondent à des
échelons territoriaux (habitant-es → commune →
département → région → pays → Europe ?).
Comprendre cette stratification est un levier essentiel
pour attaquer le problème **dans son ensemble**. Un
exercice simple nous montre que plus on monte vers
un niveau macro-territorial, plus on n'identifie plus
des interlocuteur·ices personnel·les mais des
organismes, des fonctions, des programmes ou autres
entités plus ou moins abstraites. Comment y voir plus
clair dans ce mille-feuille, et s'assurer que notre projet
interpelle bien tous les niveaux ?



LA CHAÎNE DE RESPON- SABILITÉS

« ... pour joindre les deux bouts,
il ne suffit pas d'agir localement »



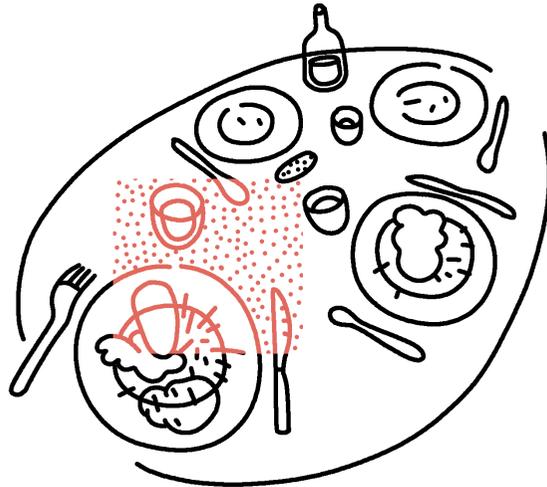
QUELQUES QUESTIONS À SE POSER ...

- Comment notre projet / notre action interpelle-t-il la responsabilité des différents niveaux ? Contribue-t-il à ce que cette responsabilité soit **documentée** ? La connaissance est-elle partagée (traduite ou transmise) à toutes les parties prenantes de notre action ?
- A-t-on des **interlocuteur·ices politiques et techniques** à tous les niveaux ? Connait-on bien les pouvoirs et les leviers d'action de chacun ? Quelles connaissances nous manque-t-il pour avoir une vision complète de ces responsabilités partagées ?
- Notre projet permet-il de faire en sorte que des niveaux très éloignés **entrent en contact** (ex : un collectif d'habitant-es concerné·es parle avec les député·es en charge de l'alimentation) ?
- Que peut-on faire en s'auto-organisant au **niveau local** ? Au contraire, quels sont les leviers qui ne sont pas entre nos mains et qui sont essentiels pour résoudre le problème ?
- Que peut-on faire à notre niveau pour **renforcer les capacités** des autres niveaux ?



LE THÉORÈME DU LAMPADAIRE

« ... c'est l'histoire d'un type
qui cherche ses clés dans la
zone éclairée par le lampadaire »

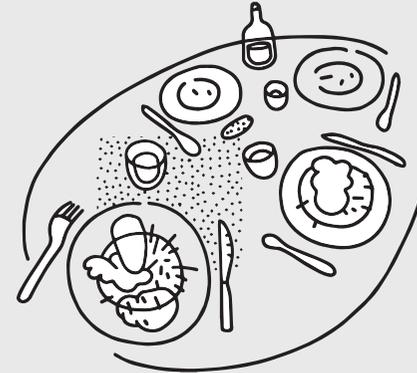


Le théorème du lampadaire a été formulé par l'économiste français **Jean Paul Fitoussi** pour qualifier l'égarement de nos politiques économiques, face aux crises de grande ampleur que nous traversons. De la même manière, en matière de transition agro-alimentaire, comment s'assurer que nous travaillons bien sur **les causes** et non pas sur les symptômes des injustices alimentaires ? Comment garde-t-on les aspirations de notre société au coeur de notre réflexion ?



LE THÉORÈME DU LAMPADAIRE

« ... c'est l'histoire d'un type
qui cherche ses clés dans la
zone éclairée par le lampadaire »



QUELQUES QUESTIONS À SE POSER ...

- Quel problème cherchons nous à résoudre avec notre projet / notre action ? Cette formulation a-t-elle évolué depuis le début de notre action ? A-t-on l'impression de gagner ou de perdre **en radicalité** (c'est-à-dire d'avancer vers la racine du problème) ?
- Les causes de ce problème ont-elles changé depuis le début de notre action ? Ce changement influence-t-il notre **stratégie** ?
- S'est-on assuré de remettre régulièrement en partage la définition de notre cap, de notre stratégie et de notre raison d'être ? Cette considération a-t-elle une place dans notre gouvernance ou dans les liens que nous entretenons avec les parties prenantes locales ?